



ITCEQ

Institut Tunisien de la Compétitivité
et des Études Quantitatives

Le défi de l'investissement

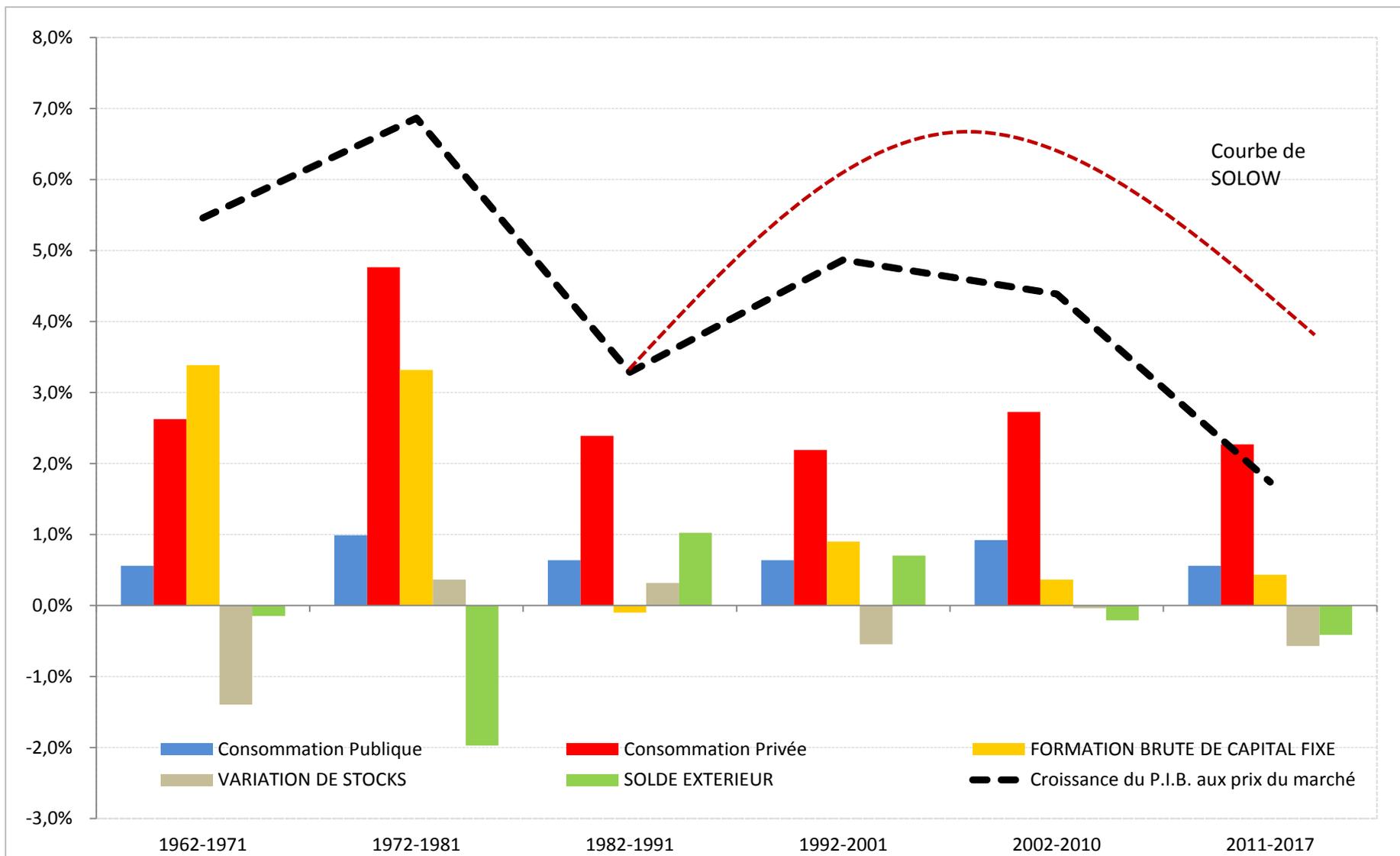
Zouhair El Kadhi

13 avril 2018

www.itceq.tn

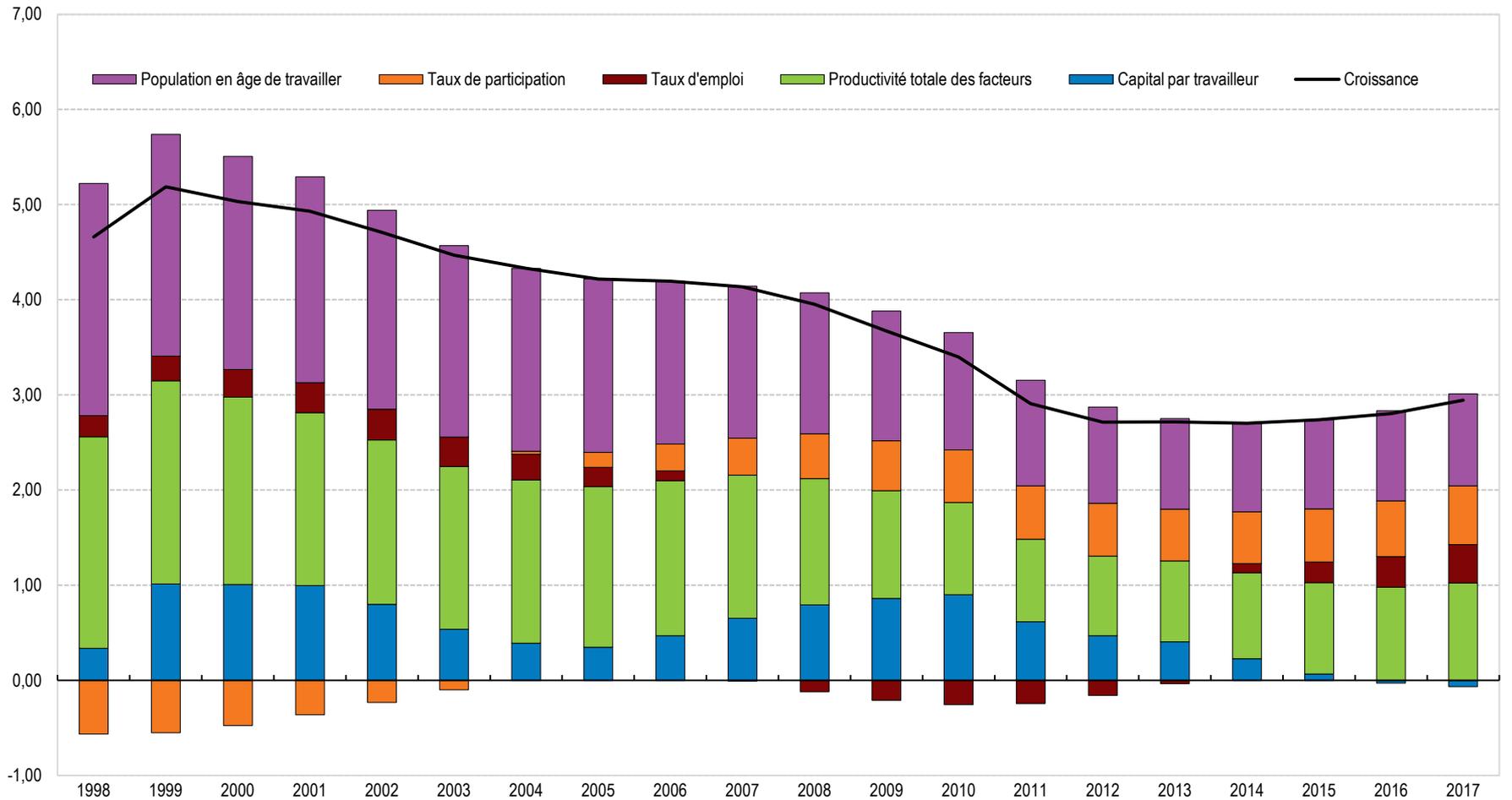
le chancelier ouest-allemand **Helmut Schmidt** a déclaré le 3 novembre 1974 : « **Les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain** ».

Les sources de la croissance



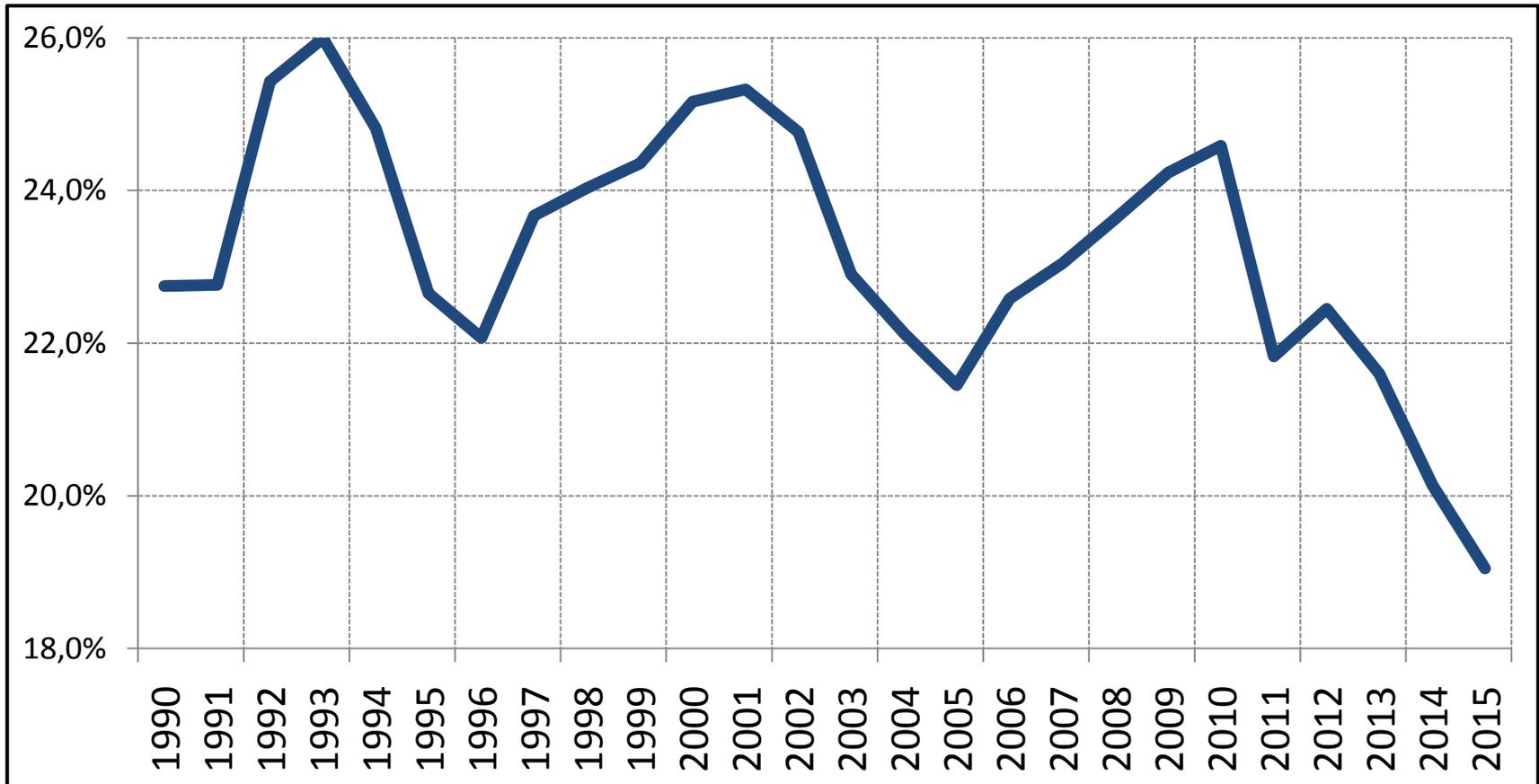
Décomposition de la croissance du PIB

Croissance annuelle en %



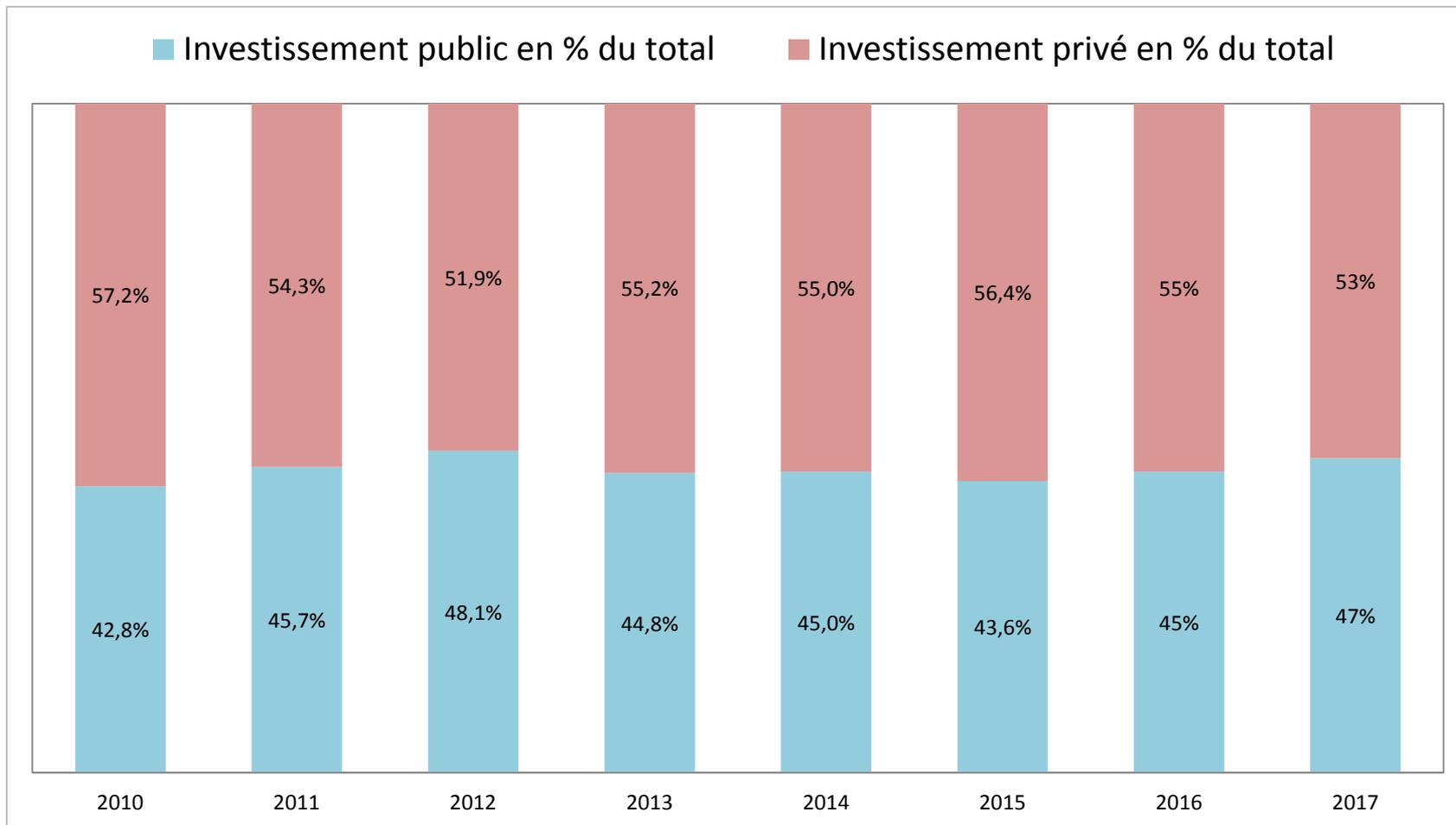
L'investissement est structurellement faible en Tunisie. Il a encore chuté depuis 2011 pour atteindre en 2016 seulement 19% du PIB.

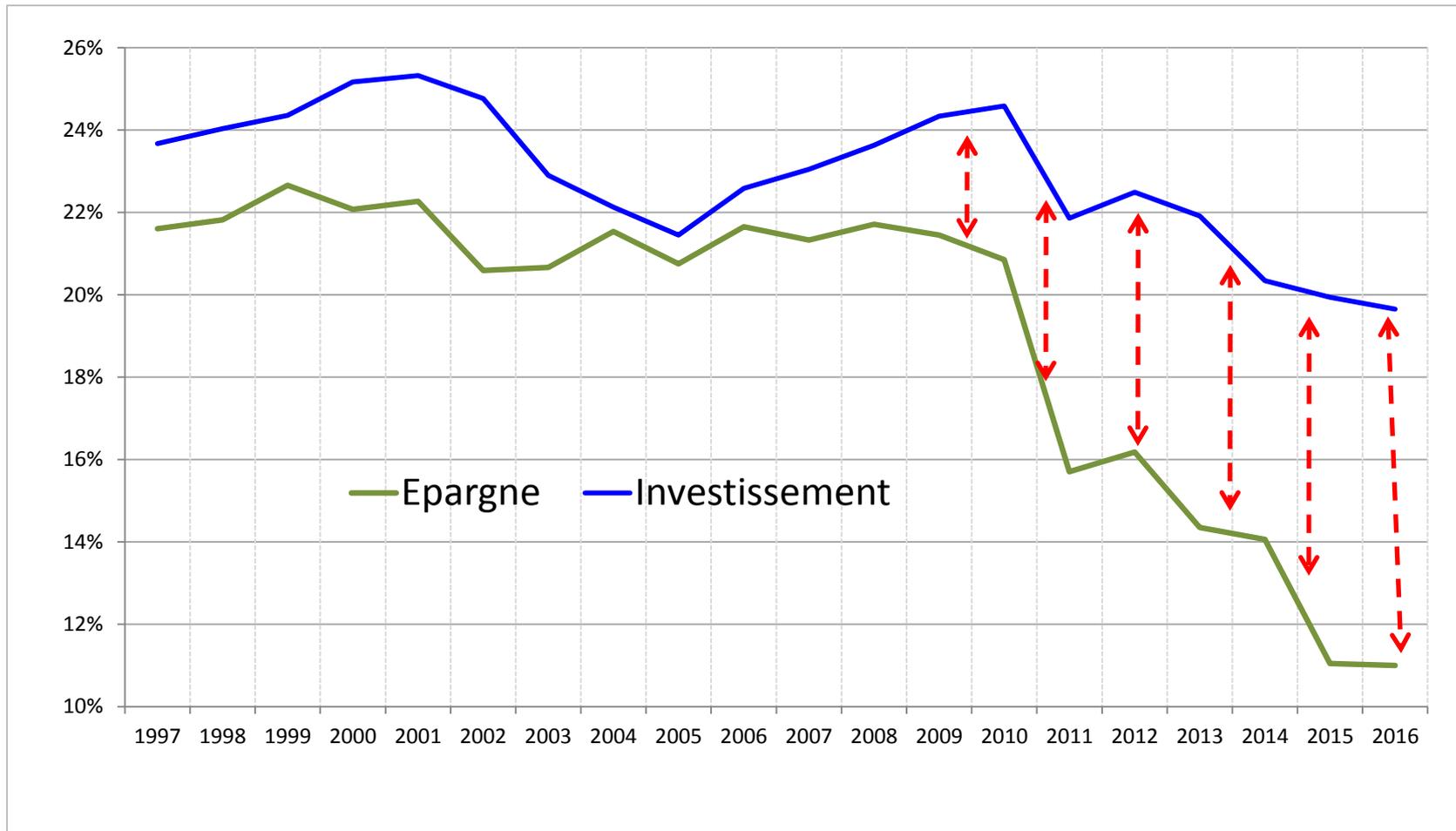
Le niveau d'investissement des pays asiatiques varie entre 30% et 35%



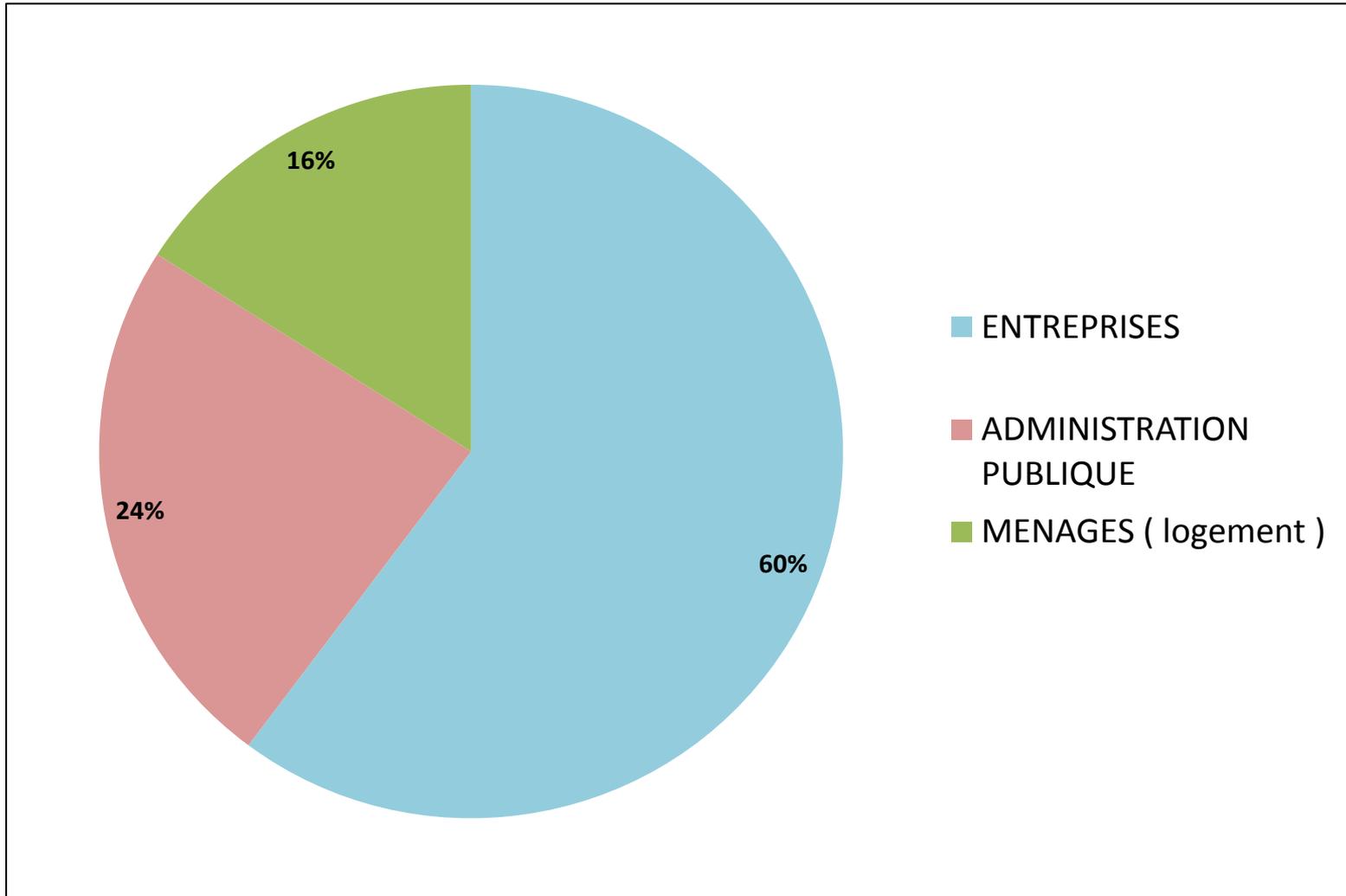
La part de l'investissement est de l'ordre 55% privé et 45% public

Le rapport investissement privé/investissement public qui n'est que de 1,2 en Tunisie, atteint 5,1 dans les pays asiatiques et 6,6 dans les pays de l'OCDE





Ventilation des investissements par agent (en %)



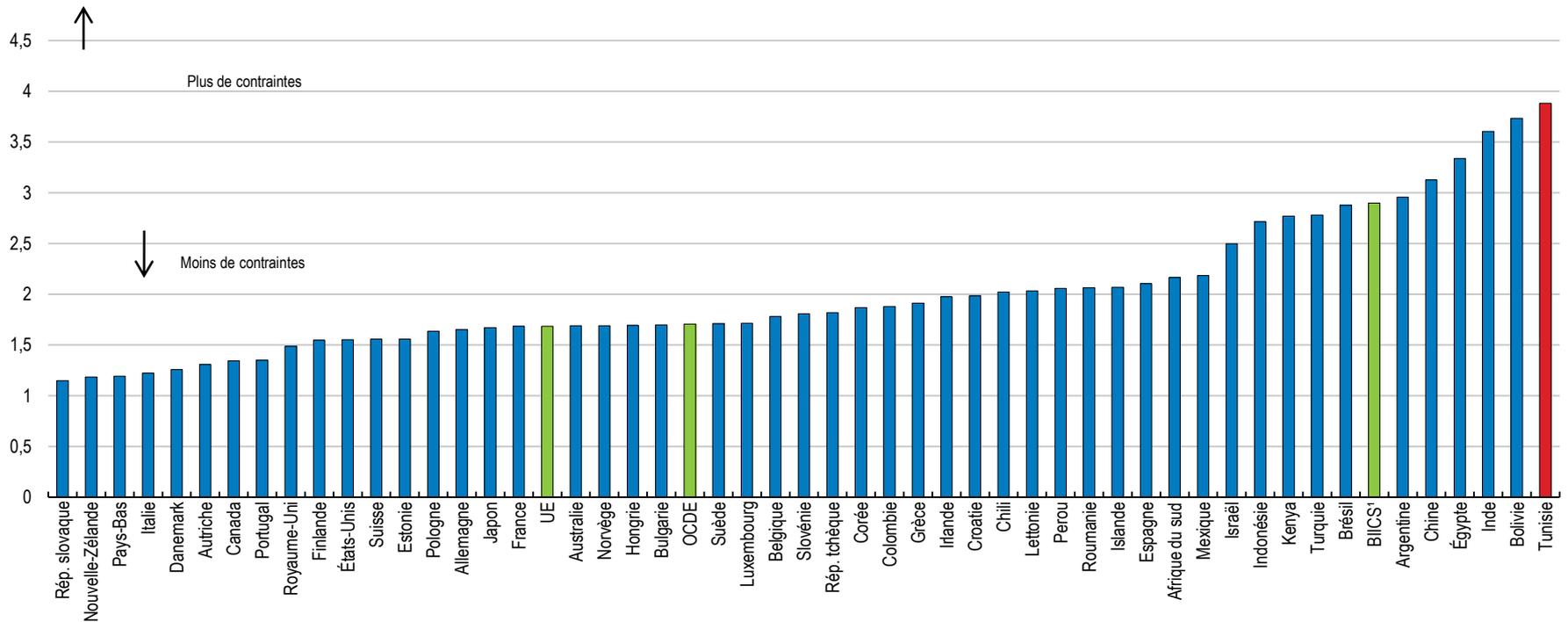
Évolution de la formation brute e capital fixe par agent et secteur

Formation brute de capital fixe (FBCF)	2000 (en % du PIB)	2010 (en % du PIB)	2016 (en % du PIB)	Écart 2010-16 (points de pourcentage de PIB)
FBCF totale	25.2	24.6	19.2	-5.4
FBCF de sociétés non-financières	14.0	12.2	8.8	-3.4
dont :				
Privées	9.5	8.1	6.0	-2.0
Publiques	4.5	4.1	2.8	-1.3
FBCF de certains secteurs :				
Pétrole, gaz naturel et produits bitumeux	0.9	3.0	1.5	-1.5
Industries manufacturières	3.1	3.2	2.0	-1.2
Textile, habillement et cuir	0.9	0.3	0.2	-0.1
Industries mécaniques et électriques	0.5	0.5	0.5	-0.1
Tourisme (hôtellerie et restauration)	1.1	0.7	0.3	-0.4
Transports	3.8	3.3	2.3	-1.0
Logement	3.6	4.0	3.5	-0.4

Source : INS & ITCEQ

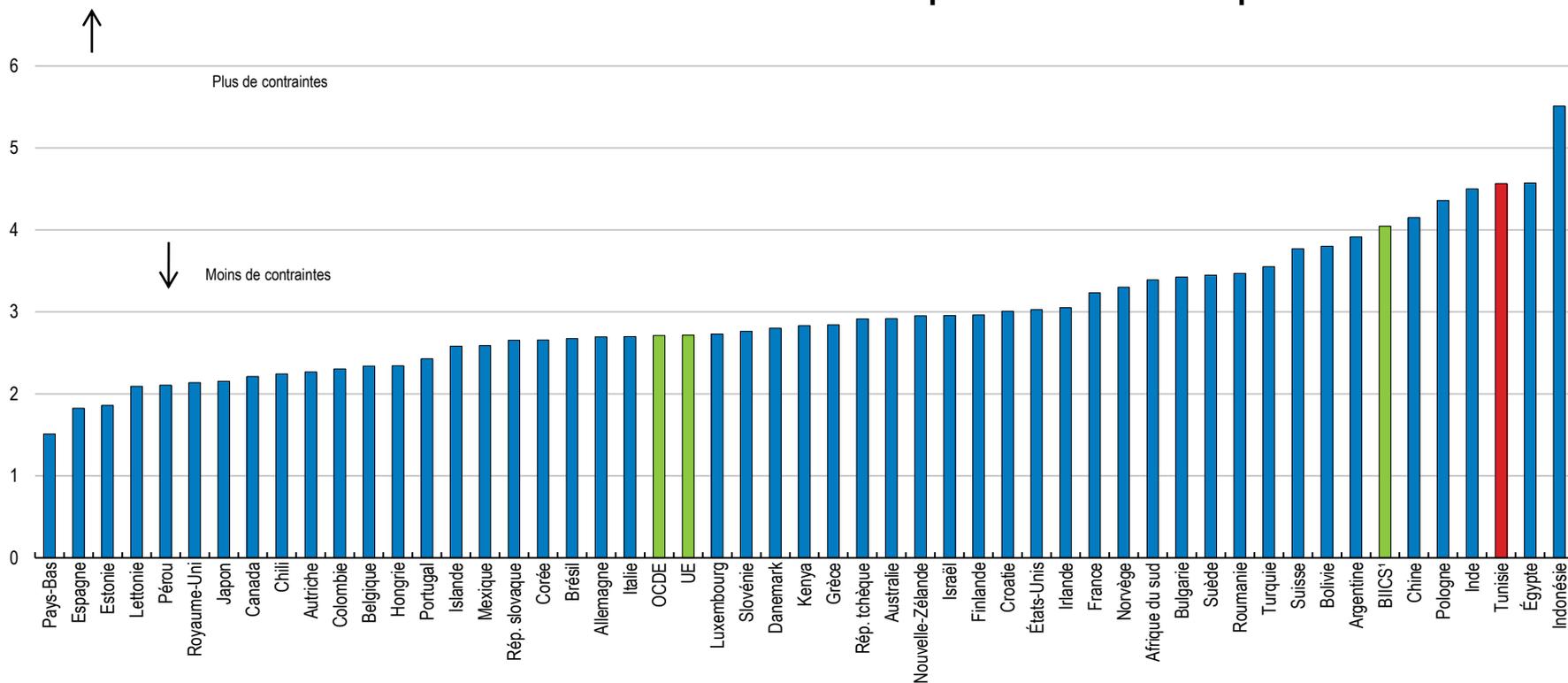
Les réglementations sur le marché des produits sont particulièrement contraignantes

Les obstacles réglementaires à l'entrepreneuriat sont particulièrement élevés



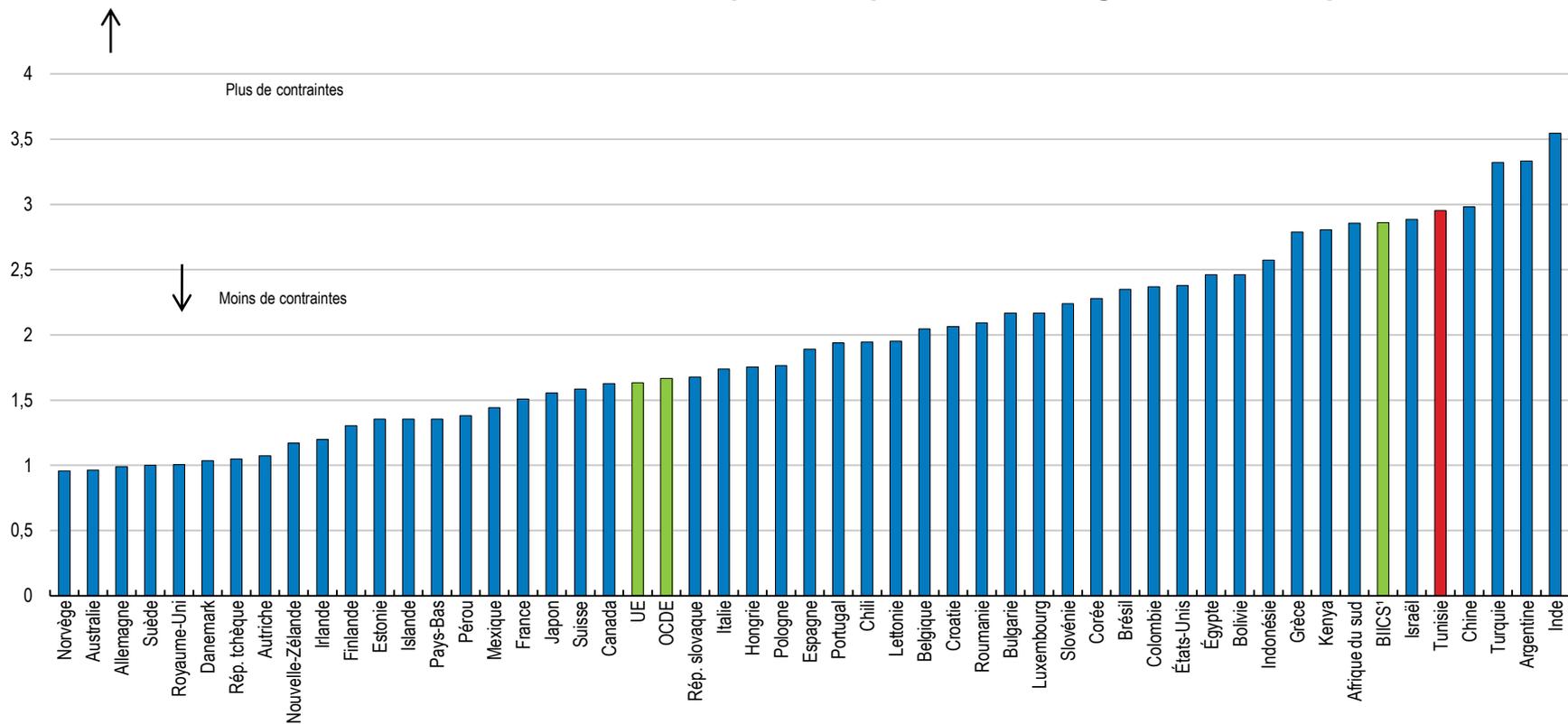
Source : OCDE

Contrôle de l'État sur l'activité des entreprises - Actionnariat public



Source : OCDE

Contrôle de l'État sur l'activité des entreprises - Implication dans la gestion des entreprises



Source : OCDE

Quelques réflexions à l'usage de la politique économique

- ⇓ la logique de substitution du travail au capital n'a pas permis d'enrichir la croissance en emploi ;
- ⇓ à l'avenir, il est fort probable qu'une croissance potentielle forte soit synonyme de croissance forte du stock de capital et de l'investissement

Pour favoriser l'investissement :

1. Conforter, puis améliorer la position de la Tunisie dans les technologies de l'information :

- ⇓ les baisses de prix sont essentielles à la diffusion de ces technologies,
- ⇓ orienter l'épargne vers l'innovation.

2. Préserver la rentabilité des entreprises tunisiennes

- ⇓ préserver ou améliorer la rentabilité par des baisses
 - de charges sociales
 - d'impôts indirects
 - d'impôts directs (IS)
- ⇓ choix d'un bon *policy mix*, c'est-à-dire une politique budgétaire maîtrisée.

3. Alléger la contrainte de financement de PME

⇓ adapter les dispositifs de soutien aux PME

⇓ simplification et stabilité de ces dispositifs

4. Améliorer la concurrence sur les marchés des biens et des services

⇓ ces réformes structurelles, qui restent une priorité de la Tunisie, permettent de soutenir la demande et obligent les entreprises à améliorer leur profitabilité

5. Préserver la modération salariale

Merci de votre attention



ITCEQ

www.itceq.tn